



Chardonne, le 18 février 2019

Municipalité de Chardonne



Préavis n° 08/2018-2019 – relatif à la création d'un fonds pour l'énergie et le développement durable

Au Conseil communal de Chardonne

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Base légale

La loi sur le secteur électrique (LSecEl) est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2009. Elle prévoit à son article 20, al. 2 la disposition suivante :

« Les communes sont également habilitées à prélever des taxes communales spécifiques, transparentes et clairement déterminées permettant de soutenir les énergies renouvelables, l'éclairage public, l'efficacité énergétique et le développement durable ».

Contexte actuel

Actuellement, plusieurs communes ont déjà validé, ou sont en passe de le faire, la création d'un tel fonds. Si la Municipalité veut pouvoir mettre en place son action en matière de développement durable, les moyens que représente ce fonds sont indispensables pour réaliser un tel objectif.

Le 20 décembre 2011, la Commune de Chardonne s'est inscrite auprès de l'Association Cité de l'énergie, en tant que commune partenaire de SuisseEnergie. Cette inscription vise à mettre en œuvre de nouvelles actions de politique énergétique.

La création d'un fonds pour l'énergie et le développement durable est une occasion unique pour dynamiser et multiplier la mise en œuvre d'actions concrètes en termes d'efficacité énergétique et de développement durable, ceci tant auprès de l'administration que de la population.

Descriptif du projet

Selon les dispositions légales, les dépenses couvertes par le fonds pour l'énergie et le développement durable seraient exclusivement affectées en fonction des critères suivants :

- énergies renouvelables ;
- éclairage public ;
- efficacité énergétique ;
- développement durable.

L'attribution d'aides financières est prévue dans l'optique de favoriser tant l'intérêt des citoyens de Chardonne que celui de la Commune.

Le fonds serait alimenté par une taxe spécifique que la Municipalité a fixée à 0,5 ct/kWh, prélevée par l'entreprise d'approvisionnement en électricité (Romande Energie actuellement). Cette dernière reversera à la Commune de Chardonne les montants perçus, en principe une fois par année, durant la première partie de l'année qui suit celle de la perception.

Sur la base de la consommation électrique de 2017, cette taxe pourrait représenter un montant d'environ :

CHF 57'445.-- par année.

(Consommation 2017 : 11'488'964 kWh x 0,5 ct = CHF 57'444.82)

Chaque année, une ou plusieurs actions seraient proposées par la Municipalité pour l'attribution des dépenses. Ces actions seraient réalisées conformément aux critères ci-dessus, tant au niveau de la commune que de tiers bénéficiaires.

Les dépenses imputées sur ce fonds le seraient conformément aux compétences accordées par le Conseil communal à la Municipalité, soit par voie budgétaire, soit par voie de préavis si la dépense dépasse CHF 50'000.-.

Les choix effectués par la Municipalité feraient l'objet d'une communication dans le rapport de gestion annuel de la Commune.

Le règlement relatif au fonds pour l'énergie et le développement durable donne les lignes directrices, il est simple d'accès. Il laisse à la Municipalité de multiples possibilités d'utiliser ce fonds selon les prescriptions légales et dans le respect du processus décisionnel démocratique.

Incidences financières

Le règlement proposé n'a pas directement d'incidence financière sur le ménage communal. Le fonds pour l'énergie et le développement durable serait alimenté par les versements de l'entreprise d'approvisionnement en électricité et des dépenses ne seraient possibles qu'en fonction des disponibilités du fonds.

En revanche, les investissements qui pourraient être réalisés grâce à ce fonds pourraient avoir des retombées directes sur les finances communales. Par exemple, dans le cas d'aide financière pour la réalisation d'assainissement d'installations ou de bâtiments communaux (installations solaires, efficacité énergétique, isolation thermique, éclairage public), les économies réalisables sur les consommations d'énergie profiteraient intégralement au ménage communal.

Pour un ménage de quatre personnes, avec une consommation estimée à 3'500 kWh/an, cette taxe représentera un coût de CHF 17.50 par année.

Développement durable

Le fonds pour l'énergie et le développement durable répond pleinement aux critères de développement durable.

Économie : le prélèvement d'une taxe de 0,5 ct/kWh resterait acceptable pour le consommateur d'électricité vu la modicité du montant prélevé.

Social : le fonds pour l'énergie et le développement durable offrirait la possibilité aux habitants de la commune de toucher un retour sur investissement, puisque les citoyens seraient également bénéficiaires d'actions spécifiques. Le fonds offre aussi la possibilité aux citoyens de s'investir individuellement dans des actions concrètes à caractère durable.

Environnement : le but du fonds est d'encourager le recours aux énergies renouvelables et de lancer des actions concrètes en matière d'efficacité énergétique. Toutes ces actions auront des conséquences positives et directes sur notre environnement.

Conclusion

La législation dont s'est doté le Canton de Vaud en matière d'énergie (loi sur l'énergie (LVLEne) entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006 et révisée le 1^{er} juillet 2014) montre clairement la voie à suivre aux communes et met l'accent sur l'utilisation des énergies renouvelables et sur des concepts énergétiques peu gourmands (Minergie, isolation accrue, etc.).

De plus, la création d'un fonds encourageant le recours aux énergies renouvelables et à la durabilité a été expressément notifié dans la loi sur le secteur électrique.

La Municipalité propose ainsi au Conseil communal de faire un geste tangible en faveur des énergies renouvelables et du développement durable en créant ce fonds.

En conclusion, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE CHARDONNE

VU le préavis n° 08/2018-2019 du 18 février 2019 relatif à la création d'un fonds pour l'énergie et le développement durable,

OUI le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet, qui a été porté à l'ordre du jour,

d é c i d e

1. d'autoriser la Municipalité à prélever, selon l'art. 20 al. 2 de la loi sur le secteur électrique du 1^{er} octobre 2009, une taxe spécifique de 0,5 ct par kWh destinée à alimenter le Fonds pour l'énergie et le développement durable ;
2. d'approuver, tel que proposé, le Règlement du fonds pour l'énergie et le développement durable ;
3. de fixer son entrée en vigueur au premier jour du mois suivant son approbation par la Cheffe du département en charge du dossier.

Au nom de la Municipalité

le syndic  F. Neyroud

la secrétaire  L. Hondzo



The seal of the Municipality of Chardonne is circular with a blue border. The outer ring contains the text 'MUNICIPALITE DE CHARDONNE'. The inner circle features a coat of arms with a shield, topped by a crown and flanked by two figures. Below the shield, the words 'LIBERTÉ ET PATRIE' are inscribed. The text 'CANTON A LAUSANNE' is visible on the left and right sides of the inner circle.

Annexes : - Règlement du Fonds communal pour l'énergie et le développement durable
- Approbation du Département du territoire et de l'environnement

Délégué de la Municipalité : M. Jean Luc Ducret, municipal

COMMUNE DE CHARDONNE

Règlement du « Fonds communal pour l'énergie et le développement durable »

Art. 1 Champ d'application

¹ Conformément à l'art. 20, alinéa 2 de la loi sur le secteur électrique (LSecEI), il est créé un fonds d'encouragement dont les dépenses seront exclusivement affectées aux domaines suivants :

- a) Energies renouvelables
- b) Eclairage public
- c) Efficacité énergétique
- d) Développement durable
- e) Mobilité durable

Art. 2 Financement

¹ Le fonds est alimenté par une taxe de 0.5 ct/kWh prélevée sur la vente d'énergie électrique distribuée sur le territoire communal par la ou les entreprises d'approvisionnement en électricité.

Art. 3 Assujettissement

¹ Tous les clients finaux de la ou des entreprises d'approvisionnement en électricité, rattachés au territoire de la commune de Chardonne sont assujettis à la taxe communale spécifique sur l'énergie électrique.

² Le rattachement à une commune est déterminé par le point de fourniture (point de comptage) du client final considéré.

³ L'assujettissement commence dès qu'une consommation électrique est constatée et prend fin le jour où cette condition est éteinte.

Art. 4 Perception de la taxe

¹ La taxe est prélevée, pour le compte de la commune, par la ou les entreprises d'approvisionnement en électricité sur la base du décompte envoyé à chaque client final.

² Le montant de la taxe est mentionné distinctement sur la facture d'électricité établie par le distributeur. La taxe est calculée par le distributeur en fonction du nombre de kWh vendus.

³ La taxe doit être payée par le client final à son distributeur dans les délais fixés pour le paiement de la facture d'électricité.

⁴ Le distributeur peut percevoir des acomptes.

- ⁵ Le distributeur remet à la commune, au plus tard à la fin du premier trimestre qui suit la fin de l'année civile, le chiffre correspondant au total des kWh vendus l'année précédente sur le territoire communal au client final, justificatifs à l'appui.
- ⁶ Dès réception, la commune établit le décompte correspondant pour permettre au distributeur de lui verser la taxe qu'il a prélevée pour le compte de la commune.

Art. 5 Bénéficiaires

- ¹ Toutes les personnes physiques ou morales peuvent bénéficier de subventions du fonds pour des projets situés sur le territoire communal. Des projets des services communaux peuvent également être subventionnés par ce fonds.

Art. 6 Critères d'attribution

- ¹ Pour être pris en compte, les projets doivent :
 - a) Répondre au moins à un des objectifs contenus à l'art. 1
 - b) Exiger un effort propre du requérant (en francs et/ou temps)
 - c) Indiquer clairement les résultats attendus
 - d) Permettre un contrôle du résultat obtenu
- ² La demande doit être déposée et validée avant la réalisation du projet.
- ³ Dans le cas d'une construction neuve, une aide pourra être octroyée pour autant que le projet aille au-delà de la simple conformité à la loi sur l'énergie.
- ⁴ L'octroi de subventions par la Confédération ou le Canton ne limite pas la possibilité d'obtenir une subvention au travers de ce fonds.

Art. 7 Commission du fonds

- ¹ Une Commission consultative du fonds est constituée. Elle est chargée :
 1. de proposer l'octroi des subventions
 2. de promouvoir le fonds
- ² Cette Commission est constituée :
 - d'un membre de la Municipalité
 - de deux membres de la Commission de développement durable
- ³ La Commission du fonds se réunit à la demande. Le quorum de 2 personnes, dont au moins le municipal, doit être atteint pour rendre un préavis à la Municipalité.

Art. 8 Décision d'octroi

- ¹ La Commission du fonds élabore une proposition à la Municipalité pour décision. La décision doit intervenir au plus tard dans les trois mois qui suivent le dépôt de la demande.

Art. 9 Gestion du fonds

- ¹ Les dépenses correspondent aux revenus du fonds. La Municipalité est responsable de sa gestion et du contrôle de son utilisation. Elle en informera le Conseil communal par le moyen du rapport de gestion.

Art. 10 Suivi des projets

- ¹ La Municipalité désigne un responsable pour le suivi de chaque projet pour lequel une subvention a été octroyée.

Art. 11 Versement de la subvention

- ¹ La subvention est versée par la Municipalité après l'achèvement des travaux. Celle-ci vérifie au préalable la conformité au projet déposé.
- ² Le requérant dispose d'un délai de trois mois pour présenter le décompte final des travaux. La subvention sera créditée dans un délai de trente jours sur un compte, selon les instructions du bénéficiaire.

Art. 12 Révocation de la subvention

- ¹ La Municipalité supprime ou réduit la subvention ou en exige la restitution totale ou partielle lorsque :
 - a. la subvention a été accordée indûment,
 - b. le bénéficiaire n'accomplit pas ou accomplit incorrectement la tâche subventionnée,
 - c. les conditions et charges assorties à la subvention ne sont pas respectées,
 - d. la subvention n'est pas utilisée de manière conforme à l'affectation prévue,
- ² Le droit au remboursement de la subvention se prescrit par un an à compter du jour où la Municipalité a eu connaissance des motifs du remboursement, mais au plus tard dix ans après sa naissance.
- ³ La loi sur les subventions est réservée.

Art. 13 Publicité

- ¹ Les bénéficiaires de la subvention s'engagent à faire mention explicite du soutien du Fonds communal lors de toute communication ou présentation orale ou écrite du projet (par exemple lors de conférences, publication d'articles ou présentation aux médias) en utilisant la phrase type suggérée : « Ce projet a bénéficié du soutien financier du Fonds communal pour l'énergie et le développement durable de la commune de Chardonne ».

Art. 14 Sanctions

- ¹ Celui qui intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de l'amende. Les dispositions de la loi sur les contraventions s'appliquent.

- 2 La commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.
- 3 La poursuite selon les lois cantonales ou fédérales est réservée.

Art. 15 Dissolution

- 1 En cas de dissolution du Fonds, le Conseil communal décide, sur proposition de la Municipalité, de l'affectation du solde restant, dans le respect de l'article 1 du présent règlement.

Art. 16 Autorité compétente

- 1 La Municipalité est chargée de l'exécution du présent règlement.

Art. 17 Voies de droit

- 1 Les taxations font l'objet de décisions.
- 2 Les décisions de la Municipalité relatives à la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Commission communale de recours dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
- 3 Les décisions de la commission communale de recours peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
- 4 Les décisions de la Municipalité relatives à l'octroi ou au refus de subventions peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public, dans les 30 jours dès la notification de la décision attaquée.
- 5 Les recours s'exercent par acte écrit et motivé.

Art. 18 Entrée en vigueur

- 1 La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil communal et l'approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement et la fin du délai référendaire de trente jours consécutif à la publication dans la Feuille des avis officiel. L'article 94, alinéa 2 de la loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.

Adopté en séance de Municipalité du 18 février 2019

Au nom de la Municipalité

le syndic


F. Neyroud



la secrétaire


L. Hondzo

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du

Au nom du Conseil communal

le président

la secrétaire

J-M. Ducret

N. Grisiger

Approuvé par le Département du territoire et de l'environnement, le

Annexe : tableau des conditions pour l'octroi des aides financières communales

Mayr Léa

De: noemie.reimann@vd.ch
Envoyé: vendredi, 8 février 2019 15:50
À: Mayr Léa
Objet: RE: Création d'un fonds pour l'énergie et le développement durable
Pièces jointes: 2017_Règlement_fonds_communal_energie_définitif_03_09_2018 - DIREN 08.01.19.doc; Tabelau_octroi_aide_financière_définitif_03.09.2018-DIREN 08.02.19.doc

Madame Mayr,

Faisant suite à votre demande, je suis en mesure de vous confirmer que le projet de règlement est conforme et pourra être approuvé par Mme la Cheffe de Département.

Quant au tableau des conditions pour l'octroi des aides financières et le préavis municipal à l'attention du Conseil communal, ces derniers n'ont pas à être approuvés par le Canton. Toutefois, je vous signale qu'ils me paraissent tous deux conformes à la législation en la matière.

Afin d'obtenir l'approbation de la Cheffe de Département, je vous remercie de bien vouloir me transmettre **le règlement signé par le Conseil communal et la Municipalité en trois exemplaires originaux.**

Nous vous retournerons deux exemplaires avec approbation cantonale et en garderons un pour nos dossiers.

Enfin, je me permets de vous retourner le projet de règlement et de tableau avec des minimales propositions de modification qui relèvent purement de la forme. Libre à vous d'en tenir compte ou non.

En restant à disposition pour tout complément d'information, je vous adresse, Madame, mes salutations distinguées.



Noémie Reimann - Avocate
Division support stratégique (SUP)
Direction générale de l'environnement (DGE)
Département du territoire et de l'environnement (DTE)
Rue du Valentin 10 - 1014 Lausanne
noemie.reimann@vd.ch - www.vd.ch/dge
Tél. +41 21 316 35 18

De : Mayr Léa <lmayr@chardonne.ch>
A : "noemie.reimann@vd.ch" <noemie.reimann@vd.ch>
Cc : Ducret Jean-Luc <jlducret@chardonne.ch>, Hondzo Leila <lhondzo@chardonne.ch>
Date : 20.12.2018 14:30
Objet : Création d'un fonds pour l'énergie et le développement durable

Madame Reimann,

Comme convenu lors de notre entretien téléphonique la semaine dernière, nous vous transmettons, ci-joint, les documents suivants :

- notre projet de préavis pour la création d'un fonds pour l'énergie et le développement durable
- le règlement dudit préavis
- le tableau des conditions pour l'octroi des aides financières communales

Nous vous remercions de bien vouloir nous donner votre avis sur ces différents documents ainsi que nous préciser la procédure à suivre pour la validation de ceux-ci.

En vous souhaitant bonne réception de ces documents et en vous souhaitant de joyeuses fêtes de fin d'année et une heureuse nouvelle année, nous vous adressons, Madame, nos salutations distinguées.

Léa Mayr

Secrétaire au greffe municipal

Commune de Chardonne

Rue du Village 19

Case postale 17

1803 Chardonne

Tél : 021 921 49 24

E-mail : commune@chardonne.ch

[pièce jointe "2017_projet_preavis_creation_fonds_energie_developpement_durable_definitif.doc" supprimée par Noémie Reimann/DGE/admin-VD] [pièce jointe "2017_Règlement_fonds_communal_energie_definitif_03_09_2018.doc" supprimée par Noémie Reimann/DGE/admin-VD] [pièce jointe "Tabelau_octroi_aide_financiere_definitif_03.09.2018.doc" supprimée par Noémie Reimann/DGE/admin-VD]

CONDITIONS POUR L'OCTROI DES AIDES FINANCIERES COMMUNALES

Annexe au Règlement du "Fonds communal pour l'énergie et le développement durable" de la Commune de Chardonne

CAPTEURS SOLAIRES THERMIQUES

BATIMENTS EXISTANTS	BATIMENTS A CONSTRUIRE	CONDITIONS PARTICULIERES
 Tubes sous vide (minimum 3 m²) <= 8 m ² : CHF 600.-- > 8 m ² : CHF 1'200.-- Selectifs vitrés (minimum 4 m²) <= 12 m ² : CHF 600.-- > 12 m ² : CHF 1'000.--	Les subventions sont égales à celles des "bâtiments existants" dans les cas où : a) L'eau chaude sanitaire est produite par une installation de chauffage à bois. b) L'installation solaire participe au chauffage et que la surface des capteurs est supérieure à 8% de la SRE* pour l' habitat individuel 6% de la SRE* pour l' habitat collectif	1) Capteurs neufs, testés et homologués par l'institut für Solartechnik (SFP) à Rapperswil ou l'Office fédéral de l'énergie. 2) Un comptage de chaleur est obligatoire sauf pour ECS habitat individuel. 3) Pas de chauffage de piscine. 4) Mise en service dans les 12 mois au maximum après la décision.
Remplacement de capteurs existants : 50% des montants alloués ci-dessus.		

CELLULES PHOTOVOLTAIQUES

BATIMENTS EXISTANTS	BATIMENTS A CONSTRUIRE	CONDITIONS PARTICULIERES
CHF 100.—/Kwc installés	CHF 100.—/Kwc installés	1) Le montant maximum de la subvention est de CHF 3'000.--.

BATIMENTS SATISFAISANT AUX EXIGENCES DU LABEL MINERGIE

BATIMENTS EXISTANTS	BATIMENTS A CONSTRUIRE	CONDITIONS PARTICULIERES
Habitat individuel Minergie : CHF 1'000.— Minergie P : CHF 2'000.— Habitat collectif Minergie : CHF 2.—/m ² SRE Minergie P : CHF 5.—/m ² SRE Autres Minergie : CHF 2.—/m ² SRE Minergie P : CHF 4.—/m ² SRE	Habitat individuel Minergie : CHF 1'000.— Minergie P : CHF 2'000.— Habitat collectif Minergie : CHF 2.—/m ² SRE Minergie P : CHF 5.—/m ² SRE Autres Minergie : CHF 2.—/m ² SRE Minergie P : CHF 4.—/m ² SRE	1) Paiement sous réserve de l'obtention du label Minergie ou Minergie P. 2) Compteurs obligatoires permettant de déterminer la consommation énergétique sauf pour ECS habitat individuel. 3) Le montant maximum de la subvention est de CHF 5'000.— pour Minergie P et de CHF 4'000.— pour Minergie.

CHAUFFAGE AU BOIS

BATIMENTS EXISTANTS	BATIMENTS A CONSTRUIRE	CONDITIONS PARTICULIERES
Chaudière <= 20 kW Forfait : CHF 500.— Chaudière de 20 kW à 70 kW Forfait : CHF 1'000.—	Chaudière <= 20 kW Forfait : CHF 500.— Chaudière de 20 kW à 70 kW Forfait : CHF 1'000.— Chaudière > 70 kW CHF 10.—/kW	1) Chaudières bicom bustibles exclues. 2) Chaudières neuves homologuées par Energie-Bois Suisse. 3) Uniquement chauffages centraux avec réseau de distribution de chaleur (les poêles sont exclus). 4) Pour les bâtiments neufs, le bâtiment doit être conforme au label Minergie. 5) Mise en service dans les 24 mois au maximum après la décision. 6) Le montant maximum de la subvention est de CHF 15'000.— (avec filtre) et de CHF 9'000.— (sans filtre).
Les montants ci-dessus sont à corriger en fonction de la présence ou non d'un filtre à particules. Les facteurs de correction sont : <u>sans filtre à particules</u> 60% du montant <u>avec filtre à particules</u> 100% du montant		
Remplacement d'une chaudière bois ou bicom bustible : 50% du montant ci-dessus.		

REPLACEMENT DE CHAUFFAGES ELECTRIQUES DIRECTS

BATIMENTS EXISTANTS	CONDITIONS PARTICULIERES
Forfait : CHF 1'000.—	1) La centrale de chauffe doit fonctionner entièrement avec une énergie renouvelable. 2) Les pompes à chaleur doivent être alimentées par du courant vert "Naturemade star". 3) L'utilisation d'une pompe à chaleur réversible fournissant des prestations de refroidissement en été ne donne pas droit à une subvention. 4) La puissance maximale subventionnée est de 70 W/m ² de surface brute chauffée. 5) Mise en service dans les 12 mois au maximum après la décision.

* SRE = Surface de référence énergétique ou surface chauffée brute du bâtiment

EFFICACITE ENERGETIQUE	
ACTIONS	CONDITIONS PARTICULIERES
Actions/publications/manifestations destinées à promouvoir les énergies renouvelables et la gestion efficace de l'énergie et de l'eau 50% des coûts	1) Cette mesure est exclusivement réservée à l'administration communale. 2) Le montant maximum de la subvention est de CHF 10'000.—/année.
MOBILITES DURABLES	
ACTIONS	CONDITIONS PARTICULIERES
Achat de scooter, de voiture et de vélo électrique Scooter = 10% du coût Vélo électrique = 10% du coût Voiture = 2% du coût	1) Achat d'un véhicule neuf, auprès d'un concessionnaire vaudois agréé. 2) Un seul véhicule par foyer et par entreprise, domiciliés à Chardonne. 3) Le montant maximum de la subvention est de CHF 500.— pour les scooters, de CHF 1'000.— pour les voitures et de CHF 300.— pour les vélos électriques.
Mesures incitatives/soutien financier permettant le développement des mobilités durables 50% des coûts	1) Cette mesure est réservée à l'administration communale ou à un public-cible défini et validé par le Conseil communal. 2) Le subventionnement est limité à des actions situées sur le territoire communal. 3) Le montant maximum de la subvention est de CHF 20'000.—/année.
DEVELOPPEMENT DURABLE	
ACTIONS	CONDITIONS PARTICULIERES
Actions/publications/manifestations pour le développement durable 50% des coûts	1) Cette mesure est exclusivement réservée à l'administration communale. 2) Le montant maximum de la subvention est de CHF 10'000.—/année.
CUMUL DES SUBVENTIONS	
1) Les subventions communales sont cumulables entre elles et avec celles de la Confédération et du Canton. 2) Le montant maximum des subventions communales est de CHF 5'000.— par bâtiment, excepté pour des projets de l'administration communale.	

Les demandes seront traitées en fonction de leur ordre d'arrivée et de la somme disponible sur le fonds communal pour l'énergie et le développement durable.

Pour télécharger les demandes de subventions, ainsi que pour toute information relative aux subventionnements octroyés par le canton de Vaud, vous pouvez vous référer aux différents liens internet ci-dessous.

Subventions communales :
Formulaire disponible sur le site internet communal

Subventions cantonales :
<http://www.vd.ch/themes/environnement/energie/subventions/domaines/>

Le programme bâtiments :
<http://www.dasgebaeudeprogramm.ch/index.php/fr>

Chardonne, le 18 février 2019

Au nom de la Municipalité
Le syndic F. Neyroud La secrétaire Hondzo

